

"Tansu Ciller: si l'Europe nous rejette..." dans Le Nouvel Observateur (29 septembre 1994)

Légende: Le 29 septembre 1994, l'hebdomadaire français Le Nouvel Observateur publie un entretien avec Tansu Ciller, Premier ministre de la République de Turquie, consacré notamment à la situation politique dans le pays et à la conclusion d'une union douanière entre la Turquie et l'Union européenne.

Source: Le Nouvel Observateur. 29.09.1994. Paris.

Copyright: (c) Le Nouvel Observateur, tous droits réservés

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"tansu_ciller_si_l_europe_nous_rejette_"_dans_le_nouvel_observateur_29_septembre_1994-fr-c171f09b-01f6-4b7a-99c3-999d9d353d4d.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Un entretien avec le Premier ministre turc

« Si l'Europe nous rejette... »

Par Tansu Ciller

La Turquie est-elle économiquement prête à entrer dans l'Europe? Faut-il s'attendre à une montée de l'islamisme? Qu'en est-il du respect des droits de l'homme? Où en est le conflit avec les Kurdes? Le chef du gouvernement d'Ankara répond aux questions de notre envoyée spéciale, Josette Alia

La Turquie n'a pas de chance. Placée entre l'Orient et l'Occident, entre l'Europe et l'Asie, au carrefour crucial des détroits et des mers, elle a été aux avant-postes du monde occidental, face au communisme, pendant cinquante ans de guerre froide. Le rideau de fer à peine levé, elle se retrouve encore aujourd'hui aux marches de l'Occident, mais face cette fois à l'islamisme et à l'Iran tout proche. Position stratégique, certes, mais être situé entre deux plaques tectoniques n'est pas de tout repos. Or en ce moment les plaques bougent. La Turquie, grand pays musulman qui se veut laïque et démocratique, est doublement menacée.

D'abord par la montée du fondamentalisme islamique. Là comme ailleurs, ce sont surtout les femmes qui mènent le combat de la laïcité⁽¹⁾. Le gagneront-elles? Enfin, le problème kurde, loin de se régler, s'exaspère et tourne à une véritable guerre dont on ne voit pas l'issue. Le pire, désormais prévisible, étant que les islamistes et les Kurdes ne finissent par faire, au moins tactiquement, cause commune.

Dans cette perspective, les uns et les autres en appellent à l'Europe. Pour Tansu Ciller, Premier ministre de choc et de charme, il est temps que l'Union européenne s'ouvre enfin, si l'Occident veut éviter une redoutable dérive de la Turquie vers l'Orient islamiste. Pour Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, «*si les Occidentaux ne prennent pas enfin toute la mesure de ce problème [kurde] hautement politique et stratégique, s'ils continuent, par leur silence et leur soutien multiforme à Ankara, à cautionner la persécution des Kurdes en Turquie, 30 millions de Kurdes de la région pourraient bien se laisser entraîner par d'autres sirènes et basculer dans le camp des extrémistes*». Mais l'Europe ne semble pas pressée de s'engager, sauf pour rappeler qu'un pays candidat doit donner des gages d'esprit démocratique et en tout cas cesser ce qu'elle considère comme de graves atteintes aux droits de l'homme. Une exigence que le gouvernement turc repousse, y voyant à la fois une méconnaissance de la nature réelle du terrorisme kurde et une inconvenante ingérence dans ses affaires intérieures.

Il faudrait pourtant sortir de l'impasse. Faire partie de l'Europe est pour la Turquie le seul moyen de sortir de la crise, de conforter son statut démocratique et d'échapper au fanatisme islamique. Mais pour entrer dans l'Europe, la Turquie doit régler son problème kurde autrement que par la répression et la force, Mme Tansu Ciller elle-même en convient ici. Si un règlement honorable - auquel l'Europe pourrait apporter son concours - n'est pas trouvé rapidement, la paix et la stabilité de l'Asie occidentale risquent d'être, à très court terme, menacées.

Le Nouvel Observateur. - *Comment expliquez-vous le succès du parti islamiste aux élections municipales en mars dernier? 20% des voix, c'est beaucoup. Craignez-vous une montée de l'intégrisme en Turquie?*

Tansu Ciller. - Plus maintenant. Si je n'avais pas pris des mesures radicales pour corriger les déséquilibres de l'économie, les fondamentalistes auraient peut-être progressé. Mais j'ai pris les mesures qui s'imposaient et j'ai réussi à calmer le jeu. Car les votes en faveur des fondamentalistes n'étaient pas des votes religieux. C'était des votes politiques, des votes de protestation contre une économie défailante et un système en train de s'écrouler. Il fallait redresser la barre, j'avais un plan - je suis économiste de formation -, je savais ce qu'il fallait faire, c'est d'ailleurs pour appliquer ce plan que je suis entrée en politique. Certes, les circonstances n'étaient guère favorables: au moment des élections, je n'étais Premier ministre que depuis quelques mois et la crise économique battait son plein. Malgré cela, nous avons gagné. Le peuple a pensé qu'il fallait me donner une chance. Il me l'a donnée. Maintenant, le pire est derrière nous.

N. O. - *Diriez-vous que votre plan d'ajustement a réussi?*

Tansu Ciller. - Je le crois. L'inflation est passée de 32% par mois à 1 ou 2%. Les exportations augmentent. Le déficit commercial était de 14 milliards de dollars; il est maintenant de 7 milliards. Tout cela en quatre mois seulement. L'amélioration est spectaculaire. Bien sûr, tout n'est pas terminé: le plan s'étale sur deux ans. Il nous reste beaucoup à faire, mais, à mon avis, nous avons passé les caps les plus difficiles.

N. O. - *Serez-vous prêts pour intégrer l'Union douanière européenne à la date prévue, c'est-à-dire 1995?*

Tansu Ciller. – Oui, absolument. Nous nous joindrons à l'Union douanière à la fin de 1995, j'y suis déterminée. C'est la raison pour laquelle nous avons adopté des mesures économiques aussi drastiques. Nous faisons tout notre possible pour être prêts. Ensuite ce sera à nos amis de l'Union européenne de décider s'ils ont besoin de la Turquie. La Turquie n'est pas un pays économiquement sous-développé, elle a une économie dynamique, au potentiel considérable. Avec toutes les républiques turcophones proches, nous représentons un apport appréciable pour l'Europe. L'Union européenne a besoin du dynamisme de la Turquie. C'est pour cela que j'ai voulu remettre en ordre mon pays.

N. O. - *Pourtant l'Union européenne ne semble pas pressée d'accueillir la Turquie. Qu'est-ce qui freine, à votre avis? Où sont les blocages?*

Tansu Ciller. - Ce qui bloque nos relations avec l'Europe? Nous avons corrigé notre balance des paiements, notre économie mérite maintenant d'être reconnue comme satisfaisant aux normes européennes... Alors on ne voit pas pourquoi l'Europe nous rejeterait. Peut-être parce que nous sommes un pays musulman? En ce cas, cela voudrait dire que l'Europe n'est pas vraiment laïque. Cela signifierait que l'Union européenne n'est qu'un club chrétien.

N. O. - *La vraie raison se situe peut-être ailleurs: l'Europe aurait peur, en intégrant la Turquie, de voir déferler chez elle, au nom de la libre circulation des personnes, des millions de travailleurs turcs...*

Tansu Ciller. - Je ne pense pas qu'il y aura un grand mouvement migratoire à partir de la Turquie. Mais, évidemment, nous pouvons négocier cela, ce n'est pas un problème, nous trouverons une solution. D'ailleurs, cela ne se fera pas du jour au lendemain, et nos amis européens prendront certainement ce problème en compte avant d'autoriser la libre circulation des travailleurs. L'entrée dans l'Union douanière, l'entrée dans l'Union européenne et la libre circulation des personnes peuvent ne pas intervenir simultanément. Nous pouvons étudier ce point particulier dans le cadre d'un programme, avec un calendrier.

N. O. - *Il existe un autre obstacle à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, c'est le problème des droits de l'homme, qui, selon le Conseil de l'Europe, dont la Turquie est membre, ne sont pas respectés dans votre pays.*

Tansu Ciller. - Tout le monde a les yeux braqués sur nos faiblesses. Je crois que beaucoup de pays ont leurs propres défaillances en matière de droits de l'homme. Il faut pourtant reconnaître la vitesse à laquelle nous avons progressé. Nous sommes le seul pays musulman laïque et démocratique de la région. Le seul, avec les Etats-Unis, à avoir un processus d'enquête judiciaire vraiment transparent. Si une personne est arrêtée, elle peut demander l'assistance de son avocat au moment de son arrestation, ainsi que pendant toute la durée de l'investigation policière et judiciaire.

N. O. - *La garde à vue, quand il s'agit de mise en observation pour terrorisme, dure dix jours. Bien des choses peuvent se passer en dix jours...*

Tansu Ciller. - Il y a environ un an, nous avons introduit des modifications du Code de Procédure pénale. Cela fait partie d'un train de réformes qui est en cours et doit se poursuivre. Mais vous devez comprendre que nous sommes aussi un pays en lutte contre le terrorisme, ce qui nous empêche de faire tout ce que nous voudrions faire. Le PKK⁽²⁾ tue nos enfants, qu'ils soient turcs ou kurdes. Il y a beaucoup de cruauté et de violence. Certains changements que nous souhaitons ne peuvent être effectués dans les circonstances actuelles.

N. O. - *Pensez-vous que le problème kurde ne puisse être réglé que par la force et la répression?*

Tansu Ciller. - Bien sûr que non. On nous parle toujours du « problème kurde ». Mais les Kurdes ne vivent pas dans une région particulière, ils sont répartis dans tout le pays. Ils ont les mêmes droits que tous les autres Turcs. Le PKK veut diviser le pays, isoler le Sud-Est. Les Kurdes qui vivent dans cette région ne sont pas d'accord, et c'est pourquoi le PKK tue surtout des Kurdes. Ils arrêtent des bus, massacrent les occupants, ils font des descentes dans les cafés, dans les maisons, ils tuent des femmes et des enfants. Devant une telle situation, que voulez-vous faire? Nous sommes contraints d'employer la force, puisqu'ils en usent eux aussi. Vous ne feriez pas autre chose dans votre pays si des individus arrêtaient des autobus pour tuer les voyageurs.

N. O. - *Il faut pourtant trouver une solution. Etes-vous prête à accorder aux Kurdes des droits spécifiques?*

Tansu Ciller. - Le PKK doit reconnaître qu'il ne peut pas continuer comme cela. Là-dessus nous n'avons pas cédé et nous ne céderons pas. Je suis prête à accorder plus de droits à tous les citoyens turcs, mais pas des droits spécifiques aux Kurdes. La Turquie est une mosaïque. Nous avons 24 groupes ethniques différents. Des Grecs se sont mêlés à nous. Nous ne savons même pas exactement qui sont nos ancêtres. Je ne peux pas dire à certains de nos concitoyens: vous avez plus de liberté ou plus de droits que les autres, vous êtes des citoyens de première classe. Tout le monde doit avoir les mêmes droits. Nous voulons être un pays aussi démocratique que n'importe quel autre pays en Europe.

Propos recueillis par JOSETTE ALIA

(1) Voir « le Nouvel Observateur » du 22 septembre 1994.

(2) Parti des Travailleurs du Kurdistan